

## Sous pression du Parlement, le gouvernement limite la casse sur l'insertion par l'activité économique

Paris, le 26 janvier. La version initiale du Projet de loi de finances 2026 prévoyait une coupe drastique sur l'insertion par l'activité économique (-12 % par rapport à 2025 et 20 000 postes supprimés, soit 60 000 parcours). En réponse au compromis parlementaire transpartisan inédit, le gouvernement limite avec le 49.3 la baisse budgétaire à 2 %, maintenant une trajectoire d'austérité sur des structures de l'IAE déjà fragilisées en 2025.

### Un budget corrigé, loin du consensus parlementaire

Face à un avis quasi-unanime inédit des parlementaires de tous bords, le Gouvernement est revenu sur sa copie initiale par le dépôt, ce vendredi, d'un [amendement de 128 millions d'euros](#) supplémentaires en faveur du budget de l'insertion par l'activité économique (IAE) destiné à financer les aides aux postes, soit toujours près de 3 000 postes en insertion en moins par rapport à 2025. Cette correction bienvenue, bien qu'elle évite une casse généralisée telle qu'envisagée initialement, ne respecte pas le compromis parlementaire trouvé au Sénat (+ 139 M€) et reste très éloignée de celui voté en Commission des finances de l'Assemblée nationale (+ 244 M€) qui auraient permis de maintenir le niveau de crédits de 2024.

### Le budget de la formation des personnes en insertion (PIC IAE) toujours inconnu

La formation, levier indispensable à la levée des freins à l'emploi pour les personnes engagées dans un parcours d'insertion qui sont 80 % à avoir un niveau d'étude infrabac, reste toujours en sursis. Après la suppression par le Sénat du budget dédié au « PIC » (Plan investissement des compétences) dont dépend la formation en IAE (« PIC IAE », de 70 millions d'euros en 2025), la nouvelle mouture budgétaire soumise au 49-3 ne donne, à ce stade, aucune précision sur le sort du financement de la formation des salariés en parcours d'insertion.

### Des arbitrages à venir pour préserver l'IAE

Début janvier, l'Etat avait, par précaution, baissé le nombre de postes en insertion conventionnés au sein des structures de l'IAE. Ces dernières, déjà fortement fragilisées par une conjoncture défavorable, sont sujettes à de nouvelles coupes budgétaires menant parfois jusqu'à des fermetures, y compris là où l'offre d'insertion est pauvre malgré une hausse du chômage et de la précarité.

Dans l'attente du budget détaillé, l'ensemble des réseaux de l'IAE appellent le Gouvernement à respecter le compromis trouvé au Sénat par un amendement au PLF lors de la lecture définitive, à ne prendre aucune réserve budgétaire sur l'IAE et à sanctuariser le budget formation (PIC IAE). Ils appellent également l'Etat à préserver l'offre d'insertion sur les territoires.

Contacts presse :

CHANTIER école : Mathilde Wattecamps : [m.wattecamps@chantierecole.org](mailto:m.wattecamps@chantierecole.org)

Coorace: Adrien Rivière [adrien.riviere@coorace.org](mailto:adrien.riviere@coorace.org)

Emmaüs France: : [pvouhe@emmaus-france.org](mailto:pvouhe@emmaus-france.org)

FAS: Charlotte Abello: [charlotte.abello@federationsolidarite.org](mailto:charlotte.abello@federationsolidarite.org)

Fédération des entreprises d'insertion: [m.ausort@lesentreprisesdinsertion.org](mailto:m.ausort@lesentreprisesdinsertion.org) 06 65 00 91 20

Mouvement des Régies : Marie-Sophie Simon [mariesophie.simon@lemouvementdesregies.org](mailto:mariesophie.simon@lemouvementdesregies.org)

Réseau Cocagne: Julien Adda : [direction@reseaucocagne.asso.fr](mailto:direction@reseaucocagne.asso.fr)

Tissons la Solidarité : Matthieu Giovannone, [m.giovannone@fil-et-terre.fr](mailto:m.giovannone@fil-et-terre.fr)

UNAI : Christophe Cevasco : [christophe.cevasco@unai.fr](mailto:christophe.cevasco@unai.fr)